

Le technoféodalisme¹

La notion de technoféodalisme est apparue pour la première fois en 1990 sous la plume du hacker américain Loyd Blankenship. Voici comment il en parle à l'époque :

« Lorsque le monde devient plus rude, les entreprises s'adaptent en devenant elles-mêmes plus coriaces, par nécessité. Cette attitude de type "protégeons les nôtres en priorité" est parfois appelée technoféodalisme. Comme le féodalisme, c'est une réaction à un environnement chaotique, une promesse de service et de loyauté arrachée aux travailleurs en échange d'une garantie de soutien et de protection de la part des firmes [...]

En l'absence de réglementation adaptée, les grandes entreprises se coalisent pour former des quasi-monopoles. Pour maximiser leurs profits, elles restreignent le choix des consommateurs et s'approprient ou éradiquent les rivales susceptibles de déstabiliser leurs cartels ».

35 ans ont passé. L'idée de technoféodalisme est toujours d'actualité. Il est indéniable que les entreprises multinationales – au premier chef, les GAFAM - ont considérablement accru leur emprise sur les sociétés

¹ Référence : **Techno-féodalisme, Critique de l'économie numérique**, Cédric Durand, Zones, 2023.

contemporaines. Par ailleurs, les États se sont affaiblis. Le monde est chaotique.

Je vais d'abord décrire l'« **idéologie californienne** » <> Je passerai ensuite en revue les nouvelles formes de domination associées au numérique <> Après quoi, nous nous intéresserons à ce qu'on appelle les actifs intangibles ² (logiciels, bases de données, marques déposées...), dont l'industrie numérique fait grand usage <> Pour finir, il sera question de l'avenir du capitalisme.

L'idéologie californienne

Éléments de contexte

Au début des années 2000, les États-Unis sont vainqueurs par KO du bloc soviétique, et ils veulent enrôler les élites du monde entier dans leur projet de capitalisme global.

Le bilan du capitalisme n'est pourtant pas brillant : dans beaucoup de pays, les thérapies de choc du FMI ont fait des dégâts ; tous les grands sommets internationaux sont perturbés par les peuples.

Qu'à cela ne tienne ; le choix est fait de mettre en avant le boom de la "nouvelle économie" aux USA et la diffusion fulgurante d'internet.

Le contexte intellectuel, quel est-il ? C'est tout d'abord, en 1975, **Ecotopia** d'Ernest Callenbach, dont le rejet du productivisme, du consumérisme, de l'autoritarisme et du conservatisme est dans toutes les mémoires. C'est ensuite Marshall McLuhan, sa métaphore du *village global* (**The medium is the message**, 1967) et son idée que « **la marque de notre temps est le rejet de toute forme de modèles imposés** ».

Les dirigeants de Google ne font que prolonger McLuhan lorsqu'ils disent que le numérique va « **déconcentrer le pouvoir loin des États et des institutions et le transférer aux individus** ».

² À quoi l'on ne peut toucher, qui doit rester intact.

En 1968, un certain Stewart Brand a déjà organisé ce qui s'est appelé ensuite « **la mère de toutes les démos** », où sont exposés à la fois la souris, le traitement de texte, les fenêtres de navigation et les liens hyper-texte. Rien que ça.

Dans les années 1990 se noue une alliance entre les milieux technophiles et les milieux d'affaires. Des revues se créent. Un vocabulaire nouveau apparaît : « **âge de l'information** », « **cyberspace** », « **nouvel âge de la connaissance** »...

On annonce la mort de l'organisation bureaucratique : « **Il faut prendre acte du fait que la complexité du nouveau monde social "est trop grande pour qu'une quelconque bureaucratie centralisée puisse la gérer"** ».

Au diable donc, les projets socialistes. Il faut un retrait massif de l'État.

Le match entre les "grandes lessiveuses" et les petites va bientôt se jouer sur le plan technique avec le passage des ordinateurs centraux aux PC. La victoire de ces derniers va être fulgurante et écrasante. Certaines entreprises n'hésitent pas à violer la loi pour concrétiser leurs intuitions (forcément géniales...).

La seconde administration Clinton (1997-2001) va ramasser tout ça et préparer de nouvelles avancées. Les USA veulent plus que s'arroger un leadership technologique ; ils veulent créer les conditions d'une nouvelle révolution industrielle.

L'idéologie californienne est un mythe qui peut être décomposé en cinq éléments, -chacun contredit par le capitalisme réel :

1. Le mythe de la start-up et la réalité du retour des monopoles : que sont devenues les sympathiques start-up d'hier ? De féroces monopoles. Les jeunes pousses sont vite devenues de vieilles branches. La liste des sociétés absorbées par les géants est longue comme le bras.

2. Le mythe du nouvel esprit du capitalisme et la réalité de la préférence pour le contrôle : souplesse et créativité, qu'ils disent. Dans la réalité, certains parlent de « **néostakhanovisme** ». Les NTIC permettent de faire la chasse aux temps morts. Beaucoup d'agents voient leur capacité décisionnelle réduite à peu de choses. La fragmentation des tâches nuit à la perception de leur sens et de leur intérêt. La dictature de la réduction des coûts régentent tout.

3. Le mythe des intangibles et la réalité de la polarisation spatiale accrue : dans l'écosystème dense et ramassé de la Silicon Valley, les marques et les produits pleuvent comme à Gravelotte, mais l'îlot "Silicon Valley" a besoin d'un océan de "non-Silicon Valley" pour exister et subsister ; il a besoin de cet océan pour les basses œuvres et les déchets.

4. Le mythe schumpétérien et la réalité de l'innovation sans la croissance : la disruption technologique intervenue entre 2000 et 2020 ne s'est pas traduite par un regain de dynamisme pour la machine capitaliste. On n'est pas dans un processus de « **destruction créatrice** » tel que théorisé par Schumpeter.

5. Le mythe européen et la réalité de la résilience de l'État entrepreneur : le traité de Lisbonne (2007) rêvait d'une Europe qui aurait placé des entreprises dans le peloton de tête des entreprises high-tech... Las, le *Crédit d'impôt recherche* français s'est révélé inefficace. De 1980 à 2018, le poids de l'Union européenne dans le PIB mondial a reculé 1,5 fois plus que celui des États-Unis (de 27% à 18,5% pour les États-Unis, soit -8,5 points ; de 30% à 16,9% pour l'UE, soit -13,1 points).

Au total, pour Cédric Durand, « *l'« esprit start-up » de la Silicon Valley a laissé place à la prédation de monopoles privés. L'ode à l'autonomie et à la créativité individuelle débouche sur des outils de management informatisés qui exacerbent la subordination salariale. La polarisation territoriale, la concentration des gains entre les mains de quelques « gagnants » et les entraves à la circulation des connaissances nourrissent des dynamiques de marginalisation qui font obstacle à la fois à l'innovation et à la jouissance de ses possibles bienfaits* ».

La reféodalisation de la sphère publique

Les firmes de la Silicon Valley font fi des libertés individuelles et des droits démocratiques. Elles font un usage contestable des données personnelles qu'elles détiennent. La publicité est partout, sur tous les écrans, dans toutes les applications. Les médias sont partout.

En bref, de nouvelles féodalités apparaissent dans la sphère publique :

« L'optimisme libéral des années 1990 qui promettait l'épanouissement de la démocratie dans le sillage de l'ouverture des marchés, a [...] fait long feu. Trois décennies plus tard, c'est le constat d'un hiver de la démocratie qui s'impose ».

Wendy Brown fait le même constat dans **Défaire le dèmos**³

Les médias s'emploient méthodiquement à fabriquer du consensus et du consentement, ce que d'aucuns appellent des « **centres subjectifs de convergence des subjectivités** », incarnés dans des personnalités ⁴ davantage que dans des opinions clairement articulées. Féodalisation encore.

Habermas dit : « **La sphère publique devient une cour devant le public, de laquelle un prestige est mis en scène – au lieu de développer une critique au sein de ce public** ».


³ Un abrégé de cet ouvrage est disponible sur mon blog dans le site des ADL.

⁴ Par exemple, Pascal Praud (Cnews).

Pas évident, dans ces conditions, de centrer les débats sur l'intérêt général. Et pourtant, il y a de quoi faire dans tous les domaines : les services publics, la santé, l'éducation, les transports, la démocratie, la planète... La liste est longue.


En quoi consiste la domination numérique ?

Cela consiste, tout d'abord, à accumuler une montagne de données personnelles pour pouvoir produire ensuite ce que Amazon appelle de la « **coordination économique** »,

 c'est-à-dire « **indiquer le bon produit, au meilleur prix, et le mettre à disposition au bon endroit, au bon moment** ».

Plus la montagne de données est élevée, mieux c'est. Amazon tend donc naturellement vers le monopole, et il n'est pas le seul.

Pour les entreprises du numérique, le cyberspace est leur nouveau far west, leur nouvelle frontière. Ils ont investi un territoire où il n'y avait encore aucune règle, comme c'était le cas en 1620 sur le continent américain, ou en 1787 dans les territoires du Nord-Ouest. Ils ont convoqué l'imaginaire de la conquête. Qu'est-ce qu'il y a à conquérir ?

 « **Les images tirées de la vidéosurveillance, les historiques des tickets de caisse, les données d'utilisation des appareils connectés (téléphones mobiles, enceintes connectées, réfrigérateurs, détecteurs de fumée, thermostats, compteurs**

“intelligents”...), les transactions et interactions sur les réseaux numériques (formulaires en ligne, services bancaires électroniques, publications sur les réseaux sociaux...), les données de navigation sur le web, les données de localisation, les mesures des capteurs intégrés aux objets (senseurs sur les équipements industriels, Pass de transport en commun), les passeports électroniques, les échantillons d’ADN, etc., etc.... ».

Il s’agit d’extraire toutes ces données. Extraire, extraire, extraire. De manière boulimique. Ils sont dans une logique extractiviste. Ils conçoivent et mettent en œuvre des processus d’extraction.

Le grand souci des plateformes est de soutenir leur logique d’expansion en repérant les nouvelles sources de données. Celles-ci portent toutes, assez naturellement, sur les activités humaines. Ils visent tous ces données et sont donc concurrents pour leur extraction.

À force d’accumuler des données, vient le moment où l’on peut modéliser les comportements et les anticiper.

Les individus se trouvent **« réduits à des suites de mesures qui les enferment dans des possibles probabilisables ».**

Et chaque jour qui passe, le problème prend plus d’ampleur. Shoshana Zuboff appelle cela **« le capitalisme de surveillance »**. Je vais revenir spécifiquement sur ce thème.

Il faut imaginer d'innombrables campagnes d'extraction mobilisant moult *“têtes d'œuf”*; des milliers, voire des dizaines de milliers d'expérimentations dont nous sommes les cobayes, mais dont nous ignorons tout. Certaines de ces expérimentations sont menées par des machines.

Autre aspect de la domination numérique, c'est l'effet de fief produit par des logiciels vedettes comme Word ou Google Maps. Pas facile de s'en passer; pas absolument impossible, mais à condition d'accepter de se compliquer la vie. Ces logiciels créent ce qu'on appelle une « **contrainte de sentier** ». Ils sont en train de devenir des infrastructures, des fiefs.

La révolution numérique favorise, par ailleurs, le contrôle social. La Chine a le « **crédit social** ». Les USA ont le « **crédit score** ».

Pourquoi aller jusqu'à parler de technoféodalisme ?

Commençons par une rapide caractérisation de la société féodale.

Au IX^e et X^e siècles, dit Duby, l'Occident médiéval est « **une société abruptement hiérarchisée, où un petit groupe de “puissants” domine de très haut la masse des “rustres” qu'ils exploitent** ».

Ces puissants, qui régnaient sur les êtres humains (réduits au servage) et sur les terres, vivaient dans le luxe au milieu de la misère.

Les liens au sein de l'aristocratie sont régis par le système de la vassalité. Le seigneur concède un fief à un vassal,

« ***c'est-à-dire une concession du pouvoir seigneurial sur un territoire et ses habitants*** », qui va permettre au vassal « ***de tenir son rang et de remplir ses obligations*** ».

Parmi ces obligations, il y a celle de s'incorporer aux entreprises militaires du seigneur.

Le servage, quant à lui, est censé être un contrat "*corvées contre protection*". Sauf que cette dernière est toute relative. Il est plus juste d'y voir un système de pure prédation. Celui-ci connaîtra ses grandes heures – quand l'offre de travail va être abondante – et des temps plus difficiles – par exemple, en cas d'épidémie.

Le servage est une relation de pouvoir où les paysans sont contraints à un échange inégal qui les empêche d'investir pour améliorer la qualité des sols. Le surplus est capturé par les seigneurs. Quand ces derniers veulent accroître leurs revenus, ils augmentent la pression sur les paysans. Point barre. Il y aurait une autre solution, qui serait d'augmenter la production en augmentant la productivité, mais elle n'est pas envisagée. Pourquoi chercher à éliminer le travail vivant puisqu'il n'est pas payé ?

Nous pouvons maintenant en venir à la caractérisation de la logique du technoféodalisme, non sans préciser au préalable – c'est même la prémisse sur laquelle repose l'hypothèse technoféodale - que nous parlons d'une société développée et qui, comme telle, offre beaucoup de prise à la prédation.

La première d'entre elle est peut-être que l'appariement de l'offre et de la demande ne fait plus seulement sous l'empire du signal-prix de la

marchandise. Les Big data et la publicité se sont invités dans la relation ; ils nous adressent des conseils d'achat personnalisés en nous indiquant quel rang cela nous permettrait de tenir dans la « **Grande Société** ». Si ça coince, le crédit est là pour mettre de l'huile...

Par ailleurs, nous avons affaire à un système de rente.

Le système « **permet à des capitaux de nourrir leurs profits par prélèvement [sur l'ensemble de la valeur créée] tout en limitant leur implication directe dans l'exploitation et en se déconnectant des processus productifs** ».

C'est que ces capitaux exploitent une rente, celle qui est liée au contrôle qu'ils exercent sur les intangibles (logiciels, plateformes, big data...).

Comme dit Durand, « **les sites d'extraction de données sont des positions stratégiques, et les flux qui en jaillissent convergent vers des lieux où leur centralisation permet la production d'effets utiles. C'est le modèle Google** ».

D'autre part, l'univers numérique est caractérisé à la fois par le coût quasi-nul de la reproduction de l'information (ou du moins imperceptible au niveau individuel⁵), par des économies d'échelle importantes et par de nombreuses complémentarités de réseaux⁶ – toutes choses qui l'inscrivent dans une logique de rendements croissants.

⁵ Au niveau macro-économique, c'est tout autre chose. Un débat est né récemment sur la viabilité écologique des data centers.

⁶ Par exemple, quand Apple intègre Siri à son éco-système, celui-ci s'en trouve valorisé dans son ensemble.

La singularité du digital est donc « ***d'associer le marché des sites stratégiques de capture des données avec des rendements croissants infinis [...]. [...] Cette nouvelle configuration perturbe le processus de compétition réelle qui constitue le moteur du capitalisme*** ».

En outre, la capture des données personnelles par les Big data profite d'un effet d'échelle (« ***accélération to scale*** ») lié à la démographie. Par exemple, c'est bien, quand on opère dans le domaine de la reconnaissance faciale, de pouvoir s'appuyer sur une base de données établie à partir d'une grande zone comme les États-Unis, ou comme l'Europe, ou – encore mieux – comme la Chine.

Enfin, le technoféodalisme n'échappe pas à une forme de « ***féodalisme industriel*** », par exemple, pour ce qui concerne les terres rares⁷, ou le secteur financier.

Pour conclure

Durand considère qu'« ***avec trois décennies de recul [on peut affirmer que] la mutation qui accompagne l'essor des technologies de l'information touche aux fondements du mode de production, elle en déstabilise des principes élémentaires*** ».

⁷ Voir l'accord de Trump avec l'Ukraine sur les terres rares.

Mais, ce n'est pas tant à une cure de jouvence qu'à une dégénérescence qu'on assiste. Les rapports concurrentiels sont déstabilisés. Les relations de dépendance se développent. La prédation prévaut sur la production.

On parle beaucoup, dit Durand, du « **caractère politiquement explosif d'une concentration accrue de la propriété ou [de] l'impasse écologique [...]** », mais il faut y ajouter tous ces effets de la révolution numérique.

Par ailleurs, le consommateur lui-même ne se dresse pas vraiment face aux Big data, dont les produits/prestations/plateformes/logiciels lui rendent bien des services. Cela freine les logiques anti-trusts, et par ce biais-là aussi la concurrence est mise à mal.

Jusqu'où tout cela nous mènera-t-il ?